



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

## Comité permanent des finances

---

FINA • NUMÉRO 077 • 1<sup>re</sup> SESSION • 42<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le mardi 4 avril 2017**

**Président**

L'honorable Wayne Easter



## Comité permanent des finances

Le mardi 4 avril 2017

•(1610)

[Traduction]

**Le président (L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.)):** La séance est ouverte. Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, nous allons étudier la croissance économique des territoires.

Nous accueillons le premier ministre du gouvernement du Yukon, l'honorable Sandy Silver, qui témoignera par vidéoconférence. Bienvenue, monsieur le premier ministre.

Je ne la vois pas, mais je crois que Katherine White, qui est sous-ministre du ministère des Finances, est également présente.

Avant de commencer, nous sommes saisis d'un avis de motion de M. Deltell. Je crois que vous voulez le lire d'entrée de jeu pour qu'il figure au compte rendu.

[Français]

**M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC):** Merci, monsieur le président.

Monsieur le premier ministre, je prends la parole quelques instants et ce sera ensuite à vous.

J'aimerais déposer l'avis de motion suivant:

Que le Comité, en réponse à la rémunération accordée aux dirigeants de Bombardier, invite le président et chef de la direction de Bombardier ainsi que le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique à comparaître devant lui; que le Comité fasse rapport des témoignages entendus et de ses recommandations à la Chambre des communes.

[Traduction]

**Le président:** Merci, monsieur Deltell. L'avis est donné, et nous pourrions en discuter dans 48 heures.

Sur ce, nous allons passer au premier ministre. Pour commencer, monsieur le premier ministre, vous savez que le Comité des finances a tenu des audiences prébudgétaires l'automne dernier. Nous avons déposé notre rapport en décembre, et l'étude portait entre autres sur le développement économique. Nous avons examiné toutes les régions du Canada. Votre témoignage est donc pertinent pour le Comité, et nous vous remercions de comparaître.

Vous avez la parole.

**L'hon. Sandy Silver (premier ministre, Gouvernement du Yukon):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Bonjour aussi aux vice-présidents et aux autres membres du Comité.

Merci de m'avoir invité à comparaître devant le Comité pour discuter de croissance économique. Nous sommes reconnaissants de l'attention du Comité et de l'accent qui est mis sur le Nord. Je tiens également à vous remercier de me donner l'occasion de parler de la croissance économique et du bien-être des collectivités du Yukon de façon générale.

Tous les Canadiens ont intérêt à ce que le Nord soit fort et dynamique. La situation économique globale du Canada s'améliore incontestablement à mesure que le Nord se développe. À vrai dire, le Nord du Canada contribue plus que jamais à l'identité et à l'économie du pays. De nouveaux débouchés économiques s'ouvrent d'un bout à l'autre du Nord, tant dans l'Arctique que dans la région subarctique. Dans les trois territoires se trouve un large éventail de moteurs économiques, qui offrent chacun des avantages et des débouchés uniques. Ces débouchés se présentent sous forme de moteurs économiques évidents, comme l'accès aux ressources, mais ils prennent aussi la forme d'une solide collaboration entre les administrations fédérale et territoriales ainsi qu'avec les gouvernements des Premières Nations.

Dans le Nord, les gouvernements des Premières Nations sont des leaders et des partenaires au chapitre de la prospérité économique et de la diversité. Le Yukon ne fait aucunement exception. Depuis 2004, le territoire jouit d'une croissance économique considérable, qui est mesurée au moyen du produit intérieur brut réel. Entre 2004 et 2013, le Yukon a connu 10 années consécutives de croissance réelle du PIB. Le PIB réel a augmenté de plus de 50 % pour s'établir à 2,3 milliards de dollars. Le territoire a affiché une croissance économique constante ainsi qu'un taux de chômage généralement moins élevé que les moyennes canadiennes, et il a profité d'un marché du travail relativement solide et d'une hausse des revenus. Grâce aux prix élevés des produits de base, le Yukon a largement été à l'abri de la crise financière de 2008, contrairement au Sud du Canada.

La situation a toutefois changé au cours des dernières années. En 2014 et en 2015, l'économie du Yukon a connu d'importants ralentissements, de l'ordre de 0,2 % en 2014 et de 6 % en 2015. Les causes sous-jacentes de ces ralentissements s'expliquent surtout par une baisse du prix des minéraux, ce qui a mené à une diminution des exportations et à l'interruption de grands projets d'exploitation minière. Nous profitons des retombées économiques associées à l'accès à des minéraux et à des gisements de ressources qu'on ne trouve pas dans d'autres provinces et territoires, mais nous sommes confrontés à des défis qu'on ne voit nulle part ailleurs au Canada. Je vais y revenir dans une minute.

Je veux attirer l'attention des membres du Comité sur le fait que le PIB n'est peut-être pas la meilleure façon de mesurer la croissance des territoires. Dans la plupart des provinces, les hausses du PIB sont étroitement liées à l'amélioration d'autres variables, comme l'emploi, la population et les ventes au détail. Dans des circonstances normales, une augmentation du PIB réel est généralement interprétée comme un signe que l'économie se porte bien, tandis qu'une diminution indique que l'économie n'exceller pas nécessairement.

Au Yukon, la corrélation entre l'évolution du PIB et d'autres indicateurs n'est pas toujours aussi forte, ce qui s'explique par la petite taille de l'économie du territoire. Un grand projet minier, par exemple, peut avoir un effet considérable sur le PIB d'une année à l'autre, mais un effet moins important sur d'autres indicateurs clés, comme l'emploi, la participation au marché du travail et les revenus. À titre d'exemple, la baisse considérable de 6 % du PIB réel par rapport à l'année précédente que le Yukon a affichée en 2015 n'a eu aucune incidence sur le bassin de travailleurs dans le territoire. Pendant cette période, le commerce de détail a connu une hausse de près de 5 %, en même temps que la diminution du PIB réel. Nous devons donc tenir compte de nombreux autres facteurs au moment d'évaluer la croissance. Le Yukon doit s'efforcer de diversifier son économie pour assurer une croissance durable d'une année à l'autre et pour la protéger contre les fluctuations de l'industrie de l'exploitation des ressources.

Nous sommes conscients de la longue et riche histoire associée à l'exploitation minière, mais nous devons également compter sur des moteurs économiques qui ne se limitent pas à un secteur des ressources vigoureux. Si rien n'est fait, l'économie du Yukon pourrait être vouée à traverser une période difficile.

● (1615)

Compte tenu de l'arrêt attendu de la production à la seule mine active du territoire, le Yukon a plus que jamais besoin de mettre de l'ordre dans ses affaires.

Le Yukon est encouragé par les prévisions de croissance dans son secteur de la vente au détail et son secteur de la construction, mais l'instabilité attribuable à la crise minière réaffirme la nécessité de diversifier son économie.

Il y a des signes encourageants de croissance dans d'autres industries lorsqu'on regarde les prévisions des prochaines années, mais nous devons nous assurer de jeter les bases nécessaires pour permettre aux entreprises de croître et de prendre de l'expansion. Les éléments essentiels sont une connexion Internet fiable, de meilleures infrastructures publiques et la sécurité énergétique.

Donc, qu'allons-nous faire maintenant? Pour assurer une croissance durable aujourd'hui et demain, nous devons prendre les mesures suivantes.

Tout d'abord, le Yukon importe la majorité de ses biens essentiels du Sud. En 2015, par exemple, cela s'est traduit par des importations d'environ 1,8 milliard de dollars, ce qui nuit considérablement au PIB et rend les Yukonais plus vulnérables aux perturbations de l'approvisionnement mondial. Le renforcement de la capacité des Yukonais de produire ce qu'ils ont besoin à même le territoire aidera à atténuer le risque.

Ensuite, le Yukon a besoin d'une connexion solide avec le reste du monde. L'accès à une connexion Internet rapide et fiable donnerait un coup de pouce considérable afin de faire du Yukon un endroit attrayant pour les entreprises et permettrait à celles qui sont déjà sur place de réussir. Dans l'exploitation minière, la technologie joue plus que jamais un rôle au même titre que les ressources naturelles. Grâce à un meilleur accès, le Yukon serait davantage en mesure de développer ses ressources naturelles et son économie du savoir, ainsi que de se positionner en tant que leader en matière d'innovation dans le Nord. Une meilleure connexion avec l'économie mondiale se traduirait par des occasions de faire croître l'industrie indépendamment de l'emplacement géographique. Le manque de vitesse et de redondance nuit à la fiabilité de l'Internet au Yukon, ce qui limite grandement les entreprises, la croissance économique et la diversification.

Comme vous pouvez le voir, ces aspects vont de pair. Le succès de l'un dépend du succès de l'autre.

Le gouvernement se propose de jouer un rôle dans cette entreprise. Nous prenons des mesures pour étudier la possibilité d'une deuxième ligne à fibre optique dans le territoire. Nous tenons également compte des entreprises qui y sont établies en les soutenant. L'aspect le plus important de notre croissance et de notre prospérité futures est la reconnaissance et le renforcement du rôle des gouvernements autochtones, des sociétés de développement et des entreprises, ainsi que de la façon dont ils influent sur l'économie du Canada et du Yukon, notamment dans les collectivités rurales. Les sociétés de développement et les entreprises des Premières Nations sont les étoiles montantes de l'économie du Yukon. De plus, les gouvernements des Premières Nations sont de grands employeurs et un moteur économique dans l'ensemble de nos collectivités.

Le succès d'Air North, le transporteur aérien du Yukon, illustre de quelle façon les Premières Nations du Yukon sont à l'avant-garde du développement de l'économie locale. La compagnie aérienne est maintenant détenue pour moitié par la Vuntut Development Corporation des Vuntut Gwitchin d'Old Crow.

Un autre exemple est le succès de Carcross Commons, un village de commerces de détail créé par la société de développement de la nation Carcross-Tagish, qui est également à l'origine du projet des petites maisons, un programme de création d'emploi et de développement des compétences.

Afin de favoriser la vérité et la réconciliation, nous proposons une vision pour diversifier notre économie, et cette vision doit inclure le développement et la collaboration des Premières Nations du Yukon, les gouvernements et les sociétés de développement économique. Les gouvernements des Premières Nations du Yukon sont des leaders et des partenaires en vue d'assurer la prospérité économique du territoire.

L'un des principaux engagements de mon gouvernement est de travailler dans la collaboration et le respect avec les gouvernements des Premières Nations pour créer de solides relations intergouvernementales ainsi qu'une économie forte et diversifiée qui profite à tous les Yukonais. Nous reconnaissons le rôle essentiel que les Premières Nations, leurs gouvernements et les entreprises jouent dans le développement et la prospérité d'un Yukon partagé.

Les traités modernes et les ententes d'autonomie gouvernementale au Yukon ont donné lieu à de nombreuses possibilités de développement économique. Comme le savent les membres du Comité, parmi les 29 traités modernes et ententes d'autonomie gouvernementale du Canada, 11 se rapportent au Yukon. Ces ententes renforcent la collaboration entre nos gouvernements, réduisent les conflits, font régner une plus grande certitude, ce qui est attrayant pour les investisseurs, et ont fait des gouvernements des Premières Nations des investisseurs importants et compétents dans les économies locales.

● (1620)

Ces ententes décrivent une vision commune d'autonomie économique et des façons de partager les profits et le développement économique d'un bout à l'autre du territoire.

Il est essentiel que tous les gouvernements travaillent activement et continuellement à la mise en oeuvre de ces traités modernes. Il est également crucial de tenir compte du lien physique entre les Premières Nations autonomes dans la mise en oeuvre de ces ententes. On s'assure ainsi que les Premières Nations sont de véritables partenaires dans l'économie du Yukon, comme il est envisagé dans ces ententes.

Les gouvernements des Premières Nations du Yukon et le gouvernement du territoire se sont engagés à collaborer pour définir nos priorités communes et y donner suite. Nous nous rencontrons régulièrement à des forums des dirigeants pour faire avancer ces priorités. Pour donner un exemple récent, le gouvernement du Yukon et les Premières Nations autonomes du territoire ont signé un protocole d'entente, en vue de collaborer pour améliorer la gestion des ressources minérales au Yukon. Je crois fermement que ce genre de collaboration rendra le territoire plus attrayant pour les investisseurs et se traduira par des avantages réels et durables pour l'économie yukonaise.

Chers membres du Comité, vous comprenez que l'avenir ne sera pas facile. En plus des défis bien connus dont j'ai parlé, nous nous apprêtons également à affronter des difficultés plus grandes que celles auxquelles nous avons fait face auparavant. On sait que les changements climatiques touchent le Nord de manière disproportionnée, et nous en observons déjà les répercussions sur notre infrastructure à mesure que le pergélisol commence à fondre.

Le gouvernement du Yukon est fier d'avoir signé le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, et le Yukon est également d'avis que la tarification du carbone encouragera l'innovation et jettera la base d'une économie résiliente à faibles émissions de carbone. Cependant, avant de concevoir un programme de remboursement, le Yukon a besoin que le Canada indique clairement comment il respectera les principes suivants de tarification du carbone qui figurent dans le cadre:

Les politiques sur la tarification du carbone devraient réduire le plus possible les répercussions sur la compétitivité et les fuites de carbone, notamment pour les secteurs intensifs en émissions et qui dépendent du commerce.

Chers membres du Comité, au Yukon, il est question des mines, notamment celles qui servent à la production de plâtre, qui est un des principaux moteurs de l'économie locale du territoire.

La façon dont le Canada a l'intention de tenir sa promesse est très importante pour la réussite économique future du Yukon. Nous reconnaissons toutefois que certaines collectivités dépendent encore de l'électricité produite à partir de diesel et qu'il est difficile d'investir dans des énergies de remplacement dans les petites collectivités. En effet, il est très difficile pour elles de se permettre ce genre d'initiatives.

Nous devons donc en tenir compte et trouver un équilibre entre la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la satisfaction des besoins uniques du Nord, tout en reconnaissant qu'un soutien est nécessaire pour aider le Yukon à trouver des moyens de réduire sa propre empreinte carbone.

Nous devons également comprendre l'incidence économique associée au manque d'économies d'échelle réalisées au Yukon, ce qui empêche le territoire d'offrir des services au même coût qu'ils sont offerts dans le Sud du pays. Le Yukon doit trouver des moyens de combler l'écart pour maintenir une économie solide et diversifiée.

Chers membres du Comité, même si la croissance économique durable est l'objectif de toutes les administrations, il y a quand même certains défis à relever, cela va de soi. Le Yukon travaille fort pour amorcer des discussions et relever les défis à mesure qu'il trouve des solutions qui profiteront à tous les Canadiens. C'est en utilisant les méthodes de coopération et de collaboration du gouvernement territorial et en travaillant avec les gouvernements fédéral, provinciaux et des Premières Nations que nous serons en mesure d'apporter des améliorations concrètes et durables dans l'intérêt de l'industrie, de l'économie, de tous les Yukonais et, bien entendu, de

l'ensemble des Canadiens. En renforçant l'économie du Yukon, nous renforçons et solidifions la souveraineté du Canada dans le Nord.

Je tiens à tous vous remercier de m'avoir donné l'occasion de vous parler aujourd'hui. Je vous invite maintenant à me poser des questions.

**Le président:** Merci beaucoup de votre déclaration liminaire, monsieur le premier ministre. Je vous présente mes excuses; nous avons commencé tard à cause de votes à la Chambre.

Les intervenants auront cinq minutes pour poser des questions. M. McLeod sera le premier à poser des questions.

**M. Michael McLeod (Territoires du Nord-Ouest, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je suis reconnaissant de pouvoir poser quelques questions sur les observations du premier ministre. C'était un excellent exposé. Ce matin, nous avons entendu le premier ministre des Territoires du Nord-Ouest parler d'un certain nombre d'obstacles auxquels se heurte son territoire.

J'ai plusieurs questions.

Tout d'abord, je trouve très curieux qu'au Yukon, où on exploite des mines depuis longtemps, l'intérêt des gens pour le secteur minier diminue. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi les gens ne manifestent plus le même genre d'intérêt qu'avant pour l'exploitation minière dans le territoire?

• (1625)

**L'hon. Sandy Silver:** Je suppose que vous parlez de l'intérêt de la communauté internationale, certainement pas l'intérêt du gouvernement. En tant que gouvernement, nous nous intéressons au plus haut point à notre industrie des ressources.

Je pense que nous assistons, monsieur McLeod, à un changement de cap. Au cours des dernières années, les variables sur lesquelles nous pouvons exercer une influence ont été pour nous une source de préoccupation. Nous ne pouvons pas déterminer le prix des produits de base, mais ce que nous pouvons gérer, ce sont les relations avec les gouvernements des Premières Nations. Ce que nous voyons actuellement au Yukon, compte tenu de la nouvelle approche gouvernementale, c'est une modernisation de ce que signifie faire des affaires dans le secteur minier du territoire.

À titre d'exemple, nous avons signé un protocole d'entente avec les gouvernements des Premières Nations du Yukon. Nous avons également participé au Cordillera Roundup à Vancouver ainsi qu'au congrès de l'ACPE à Toronto, et nous avons rencontré un gouvernement après l'autre. Le grand chef Peter Johnston et moi, ainsi que les autres chefs, y sommes allés bras dessus, bras dessous. Nous avons fait front commun et adopté une approche conjointe en ce qui concerne l'industrie des ressources.

Ce que nous voyons porte sur deux aspects. Il y a d'abord l'aspect économique. Les entreprises intéressées par le Yukon aiment cette approche, car elle leur procure un guichet unique. Elles savent que la conversation qu'elles ont avec le gouvernement territorial est la même que celle qu'elles ont avec les Premières Nations dont les territoires traditionnels sont concernés, car tout le monde se trouve dans la même pièce.

Ce que nous voyons également sur le plan social, c'est une plus grande confiance de la population en général. Le public nous fait confiance et sait que nous tiendrons compte des considérations environnementales compte tenu de la participation des gouvernements des Premières Nations dans ce secteur, c'est-à-dire l'industrie des ressources, grâce aux traités modernes et à leur présence aux négociations, comme il se doit — il s'agit essentiellement de mettre en oeuvre les traités modernes comme ils sont censés l'être. Il en découle également une certitude réglementaire. L'industrie obtient les garanties dont elle a besoin, et la population en général voit que ce n'est pas une conversation à sens unique.

Je pense que nous verrons les fruits de ce travail.

**M. Michael McLeod:** Je reconnais et vois sans aucun doute les résultats de l'accord de partenariat qui a été conclu dernièrement avec le gouvernement du Yukon. Après avoir parlé avec certains de vos chefs, je sais qu'ils en sont reconnaissants et qu'ils poussent un soupir de soulagement.

Je pense que tout le monde doit reconnaître qu'au moment où nous parlons de réconciliation, nous devons également parler de réconciliation économique, qui consiste à ne pas tenir à l'écart les Autochtones alors que les autres acteurs progressent. Je pense que vous faites un excellent travail, et tout le monde semble être maintenant sur la même longueur d'onde.

Si vous pouviez nous recommander à quels endroits le gouvernement doit investir pour aider le Yukon, quelles seraient vos principales priorités?

**L'hon. Sandy Silver:** Voulez-vous dire dans l'industrie minière ou ailleurs?

**M. Michael McLeod:** Je parle d'assurer la croissance économique.

**L'hon. Sandy Silver:** Je pense que notre croissance économique est indissociable. Nous voulons sans aucun doute nous assurer de progresser de manière durable et dans le respect de notre industrie des ressources, mais nous devons également diversifier nos activités. Dans le secteur du tourisme, par exemple, nous devons faire mieux pour garantir une diversification de nos investissements dans la capacité du secteur privé de mettre sur pied une industrie touristique.

Il y a également des problèmes sur le plan technologique. Nous dialoguons actuellement avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Nous examinons deux ou trois avenues pour assurer la redondance des connexions Internet. Quand on a construit une voie ferrée d'est en ouest au Canada, on a ouvert l'Ouest du pays à la prospérité. La construction d'une nouvelle ligne de fibre optique pour assurer une redondance sera le facteur déterminant de notre avenir économique alors que nous avançons davantage dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

La diversification de nos technologies est donc très importante, tout comme notre industrie touristique est importante. De plus, quand on regarde l'industrie minière, on constate que le développement se rapporte également à une question d'emplois secondaires liés à l'industrie. Nous devons faire mieux pour nous assurer de maximiser le potentiel de création d'emplois si jamais une autre mine est ouverte ou envisagée.

**Le président:** Nous devons vous arrêter ici.

Monsieur Deltell, vous avez cinq minutes.

**M. Gérard Deltell:** Merci, monsieur le président.

Monsieur le premier ministre, c'est un grand honneur pour moi de vous adresser la parole.

Je tiens à vous dire que lorsque j'ai été élu député il y a un an et demi, l'un de mes rêves était de visiter votre territoire. J'y suis allé il y a quelques mois, en septembre, avec des membres du comité sur la réforme électorale. Nous étions sur place seulement quelques jours ou, je dirais même, quelques heures avant le couple royal, et nous avons séjourné au même hôtel. J'ai été ravi de leur ouvrir la porte.

La première chose qu'on m'a apprise en arrivant dans votre ville est qu'à Whitehorse, il ne faut pas parler de Yellowknife, et qu'à Yellowknife, il ne faut pas parler de Whitehorse.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Gérard Deltell:** Je veux poursuivre la conversation que vous avez eue avec mon collègue, M. McLeod. Nous savons et reconnaissons tous que l'exploitation minière est cyclique, peu importe l'endroit, qu'il s'agisse de nouvelles mines ou de mines dans le nord de ma province, le Québec. C'est parfois bon, parfois malavisé ou mauvais. Le cycle dure habituellement sept ans.

En tant que politicien et décideur, que pensez-vous que nous devrions faire pour surmonter ce problème? Avons-nous besoin d'un plan à long terme? Devons-nous investir dans d'énormes infrastructures à proximité de la mine?

Qu'en pensez-vous?

• (1630)

**L'hon. Sandy Silver:** Les deux, assurément. La prochaine fois que vous viendrez au Yukon, assurez-vous d'aller faire un tour à Dawson City, dans ma circonscription. Je crois que c'est l'âme du Yukon. J'aimerais que vous m'avertissiez lors de votre prochain passage.

Vous avez parfaitement raison. Dans l'industrie minière, on passe d'une croissance rapide à un déclin. Dans ma circonscription, celle de Klondike, c'est ce que nous vivons. Les Premières Nations, les Tr'ondëk Hwëch'in de cette région, vivent à côté de la collectivité minière depuis plus de 100 ans. Si cette collectivité est efficace, c'est en raison des principes de partage et d'entente avec les gens qui vivent dans la collectivité.

Nous sommes capables de discuter ensemble, entre gouvernements, entre Yukonnais, lorsque la croissance se transforme en déclin. La meilleure chose que nous puissions faire, c'est nous assurer que lorsque nous formons nos citoyens, nos étudiants, lorsque nous nous demandons comment nous allons pourvoir les postes, nous nous assurons que nous mettons l'accent sur les technologies et les métiers qui ne sont pas seulement liés aux industries de notre territoire.

Si les choses vont bien et qu'il y a des emplois chez nous, nous aurons des gens qui ont non seulement des permis de conduire de véhicules à freins à air, mais aussi des certificats portant le Sceau rouge, et également la capacité, lorsque la croissance se transformera en déclin, d'aller ailleurs au Canada et d'être concurrentiels. Nous devons améliorer notre système d'éducation, à mon avis, et axer nos efforts sur la technologie et les métiers, et offrir la possibilité d'avoir des crédits doubles, de sorte que si une personne choisit une voie, un métier, et qu'elle change d'idée — parce qu'elle est jeune et que c'est ce qu'on fait quand on est jeune —, elle pourra tout de même obtenir son diplôme d'études secondaires et se diriger vers un autre secteur. Encore une fois, on parle de diversification de l'industrie.

L'une des meilleures choses que nous puissions faire dans le secteur minier, c'est axer beaucoup plus d'efforts sur la collaboration avec les gouvernements des Premières Nations et les secteurs de développement économique concernant la remise en état. En examinant tous les secteurs de développement économique qui sont représentés par les différents gouvernements des Premières Nations au Yukon, on constate qu'il existe un potentiel de développement équivalent à des centaines de millions de dollars dans cette industrie. Dans le secteur minier, c'est bien que les emplois soient occupés par des Yukonais. Plus l'argent reste dans la région, plus c'est bon pour notre PIB. Lorsque la croissance ralentit, nous devons nous assurer que sur le plan de la remise en état, nous montrons également la voie à suivre en adoptant des solutions locales.

**M. Gérard Deltell:** Parlons d'une autre question liée au développement économique, soit le tourisme. Pensez-vous que nous devrions miser davantage sur les pays étrangers, les pays européens ou asiatiques, plutôt que sur le Canada? Que ciblez-vous principalement, le Canada ou les autres pays?

**L'hon. Sandy Silver:** C'est sans aucun doute une question d'équilibre. Notre gouvernement territorial va en Allemagne, au Japon; nous essayons d'investir dans la communauté internationale en fonction des statistiques que nous avons. Quand on regarde le dollar canadien, on veut vraiment faire en sorte que les Canadiens voyagent dans des endroits différents. Je vois les efforts que mène Terre-Neuve-et-Labrador dans le tourisme, et j'aimerais m'en inspirer. C'est une destination unique au Canada. Les gens qui vont à Terre-Neuve ne vont nulle part ailleurs. Ils vont à Terre-Neuve.

À l'heure actuelle, une bonne partie de nos touristes sont des gens qui vont en Alaska. J'ignore si vous connaissez bien la géographie de la région, mais Skagway est une petite collectivité où il y a de grands ports. Les gens s'y rendent durant l'été, et des milliers de personnes qui font une croisière y débarquent. Si on leur demande s'ils prévoient aller au Klondike pour visiter l'endroit où a eu lieu la ruée vers l'or, la plupart croient qu'ils sont déjà au Klondike. Je pense que nous devons mieux informer les gens qui circulent sur les routes, ceux qui circulent en véhicules récréatifs et ceux qui font des croisières. Nous avons également une occasion formidable de travailler en partenariat avec Seattle. Ce serait bien que des vols directs à destination du Yukon soient offerts dans cette ville.

Pour répondre à votre question, il ne s'agit pas de mettre tous nos oeufs dans le même panier, mais bien de jeter un coup d'oeil sur le marché américain. Les véhicules récréatifs que nous voyons circuler viennent du Texas, de l'Arizona. Ces gens veulent venir dans la région et y jeter un coup d'oeil — ils se rendent dans nos agences de tourisme et demandent à quel endroit se trouvent les personnes qui participent à l'émission de télévision. Ils veulent voir les participants de l'émission *Gold Rush*. Bon nombre de personnes font des listes de voyages à faire en véhicule récréatif. Ils viennent pour voir le lieu spectaculaire de la ruée vers l'or. La plupart des gens qui passent par le Yukon pour se rendre en Alaska disent deux choses: ils disent qu'ils n'en reviennent pas de voir à quel point c'est magnifique — et ils parlent tant des gens que des lieux — et également que leur passage au Yukon a été leur partie préférée du voyage. Je crois que nous devons mieux mettre l'accent sur ce que le Nord a à offrir et révéler ce secret au reste du monde.

•(1635)

**Le président:** Je vous remercie tous les deux.

Monsieur Dusseault, c'est à votre tour. Allez-y, s'il vous plaît.

[Français]

**M. Pierre-Luc Dusseault (Sherbrooke, NPD):** Merci, monsieur le président.

Je remercie M. le premier ministre de son témoignage devant le Comité. La question des territoires et, surtout, la relation que le gouvernement fédéral entretient avec eux est un sujet extrêmement important.

Au cours d'une conversation que j'ai eue ce matin avec M. McLeod, premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, je lui ai parlé d'entrée de jeu de l'évolution et de l'indépendance de l'assemblée législative là-bas. Selon lui, les pouvoirs en matière de territoires et de ressources, de pêcheries et de questions environnementales étaient des priorités. Je vous poserais la même question. Dans la perspective du Yukon, quelles seraient les priorités dans le cadre de vos demandes visant à obtenir plus d'indépendance et de pouvoirs de la part du gouvernement fédéral?

**L'hon. Sandy Silver:** Merci beaucoup.

[Traduction]

Ici, dans le Nord, notre situation est très différente. Des transferts de responsabilités ont été effectués il y a plus d'une décennie. Nous avons une longueur d'avance sur le plan de l'aménagement du territoire et de la mise en oeuvre de notre processus à cet égard. Cela répond en partie à vos questions.

L'aménagement du territoire nous donne une certitude. Il nous permet de prendre des décisions à partir d'un point de vue nordique lorsqu'il s'agit de nos ressources, et je peux vous dire que c'est un très bon moment pour participer à la vie politique au Yukon. Le gouvernement veut remettre le territoire sur la bonne voie: traités modernes et processus de l'aménagement du territoire.

En ce qui concerne la souveraineté dans l'Arctique, nous suivons de près la situation quant à une interdiction des forages en mer. Ce type d'interdiction touche bien davantage mes homologues des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut. Comme vous pouvez l'imaginer, d'un côté, Ottawa communique en ce qui concerne la façon de procéder pour le transfert des responsabilités et l'examen des revenus autonomes. Les autres premiers ministres sont d'avis qu'ils ont les mains en partie liées lorsqu'il s'agit des revenus autonomes.

Ce n'est pas tellement le cas au Yukon, mais en même temps, nous voulons nous assurer que les dirigeants du Nord ont leur mot à dire dans les décisions qui sont prises sur les questions liées à l'Arctique — tant les dirigeants autochtones que les premiers ministres. Nous voulons veiller à ce que dans les discussions sur les questions qui touchent les intérêts canadiens, surtout dans le Nord, les différences entre toutes les administrations soient prises en compte.

Encore une fois, en ce qui a trait au Yukon, je dirais que l'aménagement du territoire fournit la certitude que l'industrie recherche. Il s'agit également de la certitude pour notre environnement.

[Français]

**M. Pierre-Luc Dusseault:** Merci.

Je vais continuer avec la question que vous avez évoquée touchant les revenus, que vous souhaiteriez plus indépendants.

Tout cela est lié à la fiscalité. Selon les chiffres qui nous ont été fournis par la Bibliothèque du Parlement, environ 20 % de la main-d'oeuvre est constituée d'employés interprovinciaux ou interterritoriaux. Cette main-d'oeuvre vient donc d'autres provinces et d'autres territoires.

Quelle est la situation de la fiscalité au Yukon en matière de perception des impôts et des taxes? Qu'est-ce qui pourrait être amélioré pour vous permettre d'avoir plus de revenus indépendants, qui seront aussi générés par le développement et ce qui se passe sur votre territoire?

• (1640)

[Traduction]

**L'hon. Sandy Silver:** C'est une très bonne question. Quand nous avons commencé le processus lié au transfert de responsabilités, le but, c'était que nous puissions prendre nos propres décisions et créer d'autres secteurs en trouvant des solutions locales à des problèmes locaux. Il nous faut être un peu plus autonomes. Nous ne sommes ni plus ni moins dépendants maintenant que nous l'étions au début du processus lié aux transferts fédéraux.

Comment pouvons-nous avoir des revenus autonomes? C'est vraiment la question qui se pose, car il s'agit de l'élément essentiel de la conversation. Si nous pouvons créer une économie, nous aurons alors plus de possibilités d'imposition. Comment faire? Nous rivalisons présentement avec bon nombre de provinces pour ce qui est des appels d'offres. Notre objectif, c'est de nous assurer que les entreprises viennent au Yukon et vivent dans nos collectivités. Bon nombre d'entreprises le font présentement à Whitehorse, de sorte qu'il y a des exemples de réalisations à cet égard, mais nous voulons diversifier notre économie et faire en sorte que ce soit une approche qui est davantage centrée sur les collectivités. Si les entreprises voient à quel point la région est magnifique et regorge de ressources, ce qui inclut nos ressources humaines, il nous faut mieux les inciter à s'installer dans nos collectivités. Nous devons offrir de meilleurs lots. Il nous faut collaborer avec le secteur privé pour nous assurer que les prix des maisons sont concurrentiels afin d'inciter les entreprises à venir faire des affaires au Yukon. Nous devons nous assurer que notre assiette d'impôt des sociétés est comparable à celle d'autres provinces et territoires, et il en est de même pour notre taux d'imposition des petites entreprises.

La solution consiste à augmenter la présence du secteur privé. En tant que gouvernement qui a, essentiellement, amené au Yukon des responsabilités qui étaient à Ottawa, notre travail consiste maintenant à diversifier notre économie et à nous assurer que notre secteur privé est prospère et que nous créons non pas des monopoles, mais bien des collectivités saines et compétitives dans tous les secteurs.

Nous avons assez bien réussi à Whitehorse, et nous nous tournons maintenant vers les collectivités. Une partie de ce modèle fonctionne chez les Premières Nations qui ont des traités modernes sur l'aménagement du territoire. Il y a des chapitres portant sur l'accord-cadre définitif sur lesquels sont basées les ententes d'autonomie gouvernementale qui nous permettent d'être très créatifs lorsqu'il s'agit de trouver des façons d'assurer une bonne croissance économique.

**Le président:** Je vous remercie tous les deux.

Monsieur Sorbara.

**M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.):** Merci, monsieur le président.

J'aimerais céder mon temps au député du Yukon, s'il vous plaît.

**Le président:** D'accord.

Monsieur Bagnell.

Vous le connaissez peut-être, monsieur le premier ministre.

**L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.):** Oui

Je remercie les membres du Comité de leur générosité, de me laisser prendre la parole — et c'était le cas ce matin également —, puisque je ne fais pas partie du Comité.

Monsieur le premier ministre, j'ose espérer que vos réponses seront brèves de sorte que je puisse poser toutes mes questions dans les cinq minutes qui me sont accordées.

J'aimerais tout d'abord revenir sur la question qu'a soulevée mon collègue des Territoires du Nord-Ouest, soit l'intérêt que vous portez au secteur minier. Auparavant, il y avait de l'aide fédérale pour la formation liée à l'industrie minière. Aimerez-vous que le gouvernement fédéral continue d'offrir ce type de soutien?

**L'hon. Sandy Silver:** Absolument. Comme vous le savez, monsieur Bagnell, je représente la circonscription de Klondike, où il est absolument impossible de se faire élire si l'on n'appuie pas l'industrie minière. Il y a un équilibre dans notre collectivité. Il revient maintenant à notre gouvernement de déterminer comment la modéliser en atteignant cet équilibre. Nous ne pouvons pas le faire seuls. Il faut que le gouvernement fédéral nous aide à cet égard.

Comme vous le savez, monsieur Bagnell, le Centre nordique d'innovation minière de notre collège réalise de grandes choses sur le plan de l'innovation en climat froid. Ces programmes n'existeraient pas sans le soutien du gouvernement fédéral. Le rendement des investissements n'est pas garanti, mais ils existent. Grâce aux bons partenariats, aux gouvernements des Premières Nations, à une approche commune pour nos industries d'exploitation des ressources, et à l'aide d'Ottawa, nous aurons des collectivités résilientes qui tiennent compte d'un contexte économique, non seulement pour aujourd'hui, mais pour les sept prochaines générations de familles.

**L'hon. Larry Bagnell:** Vous avez mentionné que nous avons besoin d'un environnement pour l'industrie minière qui favorise la certitude. Le Parlement peut-il faire quelque chose pour vous aider à créer ce climat de certitude pour les investisseurs miniers?

**L'hon. Sandy Silver:** Je crois qu'en ce qui concerne la certitude, on parle de certitude réglementaire. Nous essayons présentement de trouver une façon de rationaliser le processus lié à l'attribution de permis d'utilisation des eaux et à l'Office d'évaluation environnementale et socioéconomique du Yukon. Dans ce dernier cas, certains postes de l'Office n'ont pas encore été pourvus, de sorte qu'il s'agit de nous assurer que nos offices et nos comités comprennent des sièges fédéraux. Je lèverais certainement mon chapeau au gouvernement fédéral s'il accélérât le processus.

• (1645)

**L'hon. Larry Bagnell:** Tout comme je l'ai demandé au premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, avez-vous besoin d'aide en ce qui concerne les aéroports?

**L'hon. Sandy Silver:** Oui.

Prenez l'Alaska. Dans toutes les petites collectivités, les pistes sont pavées. Ces collectivités ont l'argent permettant au secteur privé de s'épanouir dans une région qui a besoin de ce type de transport.

À l'heure actuelle, nous envisageons de paver la piste dans ma collectivité, Dawson City. Nous avons discuté avec de nombreuses compagnies d'aviation, qui craignent que si nous prenons une grande partie de l'argent et que nous l'utilisons pour une piste en particulier, nous soyons perdants pour d'autres pistes plus petites.

Qu'il s'agisse de l'accès à l'industrie minière ou d'un engagement fédéral concernant notre Loi sur la santé visant à s'assurer que les Yukonais bénéficient du même traitement que le reste du Canada sur le plan de l'accès à des services médicaux, il est essentiel que nous puissions investir dans les aéroports de nos petites collectivités.

**L'hon. Larry Bagnell:** Je crois que des gens seraient surpris d'apprendre que le secteur des hautes technologies numériques est un secteur important au Yukon. Y a-t-il des mesures que nous pouvons prendre à cet égard?

**L'hon. Sandy Silver:** Je crois que le Yukon surprend souvent les gens lorsqu'ils voient à quel point il est en avance dans certains domaines. L'une des choses qui nous distinguent d'autres régions nordiques, c'est que toutes nos collectivités, à l'exception d'une seule, sont accessibles par la route. Dans le passage à une économie plus moderne comprenant des routes, nous avons besoin également de cet accès aux technologies. Nous ouvrons la voie vers la réussite avec les revenus autonomes en modernisant nos connexions.

Il est très important qu'Ottawa comprenne à quel point la redondance de la connexion est un élément important. Dans la situation actuelle, une pelle rétrocaveuse à Edmonton pourrait ruiner notre journée ici, au Yukon. Nous essayons de nous moderniser, et sans cette redondance, il y aura moins d'argent lorsque ce type de chose se produira.

La redondance n'est qu'une seule étape. Nous allons collaborer avec nos homologues fédéraux concernant des fonds à investir pour deux routes distinctes sur lesquelles nous nous penchons présentement, l'une vers Juneau, pour la redondance au moyen d'une ligne de fibre optique, l'autre vers les Territoires du Nord-Ouest.

L'autre question concerne la fiabilité du service et les tarifs Internet; nous devons faire en sorte d'être compétitifs dans le Nord. Nous avons à peine amorcé le travail pour ces aspects, mais je pense que nous sommes en position de commencer les discussions.

**Le président:** Je suis désolé, mais je dois vous interrompre ici, Larry.

C'est au tour de M. Albas.

**M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC):** Merci, monsieur le président.

Monsieur le premier ministre, merci beaucoup d'être ici aujourd'hui. J'ai eu le grand plaisir d'habiter à Whitehorse pendant un an. J'ai visité une grande partie du territoire et je comprends ce que vous avez dit au sujet d'encourager les gens à y aller. Ils doivent le voir de leurs propres yeux.

Vous avez commencé votre exposé en parlant du PIB et des moyens de le faire augmenter. Évidemment, c'est une facette importante de toute économie provinciale ou locale. Avez-vous des données concernant votre PIB par habitant? Est-ce que de la richesse est créée de manière globale?

**L'hon. Sandy Silver:** Le facteur le plus important à considérer par rapport au PIB du Yukon, c'est que nous n'avons pas une grande économie diversifiée, comparativement à d'autres territoires. Nous ne participons pas aux secteurs de l'agriculture ou du bois d'oeuvre. Nos secteurs sont très limités.

Un de nos plus grands secteurs est celui des immobilisations et de la constitution de capitaux. La priorité pour nous, c'est de réussir à faire en sorte que l'argent reste ici. Lorsque des entreprises dressent des plans de conception et de construction qui leur permettent d'avoir recours à des sous-traitants à l'extérieur du territoire, cela a une grande incidence sur notre PIB.

Dix sous sur chaque dollar restent au Yukon quand nous ne trouvons pas de façon d'inclure l'embauche locale, ainsi que les communautés et les sociétés de développement des Premières Nations dans nos processus d'appel d'offres.

La chose la plus importante que nous pouvons faire, c'est diviser les grands contrats en petits morceaux. C'est aussi davantage une question de réconciliation; il faut trouver des façons de rendre nos collectivités plus durables, y compris les communautés des Premières nations. Pour y arriver, nous devons examiner nos ressources actuelles et, en tant que gouvernement, nous devons dispenser la formation nécessaire pour pénétrer ces secteurs.

Nous devons également améliorer nos prévisions par rapport aux projets, non seulement annuellement, mais aussi sur une période de cinq ans. Ainsi, toutes les collectivités sauront que nous avons des fonds dans certains secteurs, ce qui les aidera à profiter de possibilités la troisième, la quatrième et la cinquième année.

• (1650)

**M. Dan Albas:** Monsieur le premier ministre, à cet égard, nombre de vos homologues provinciaux semblent chercher des moyens d'écartier les obstacles à l'approvisionnement municipal ou provincial. Ce que vous dites, c'est que vous voulez procéder autrement, dans l'intention précise d'adopter plus de politiques d'approvisionnement local. Est-ce exact?

**L'hon. Sandy Silver:** Oui. L'intention est de renforcer l'autonomie et la résilience des ressources. Lorsque le chef du Conseil des Teslin Tlingit et moi nous sommes rendus au bureau du ministre fédéral des Finances, M. Morneau, nous avons parlé du fait que les partenariats avec les gouvernements des municipalités et des Premières Nations aident à faire en sorte que l'argent des transferts fédéraux demeure au Yukon, ce qui contribue à la résilience et à l'autonomie des collectivités. À long terme, c'est bon pour le Canada et c'est bon pour notre économie.

Notre objectif est d'établir l'équilibre entre la conservation de l'argent au Yukon et le maintien de la concurrence entre les collectivités. Nous ne voulons pas créer de monopoles; cela n'aiderait pas non plus. Pourvu que nous veillions à ce que les partenariats que nous créons...

C'est là que l'autonomie gouvernementale et les traités modernes entrent en ligne de compte, davantage au Yukon qu'ailleurs au Canada. Les traités modernes comprennent des chapitres sur la diversification économique protégés par la Constitution et le fédéral. Nous allons trouver des façons très créatives de se servir des traités modernes pour renforcer la résilience des collectivités au plus haut point.

**M. Dan Albas:** Je comprends votre désir de conserver une plus grande partie de l'argent. Pour être concurrentiel et pour attirer des capitaux, vous devez être considéré comme un endroit où on peut non seulement investir, mais aussi réaliser des profits. Or, l'idée qu'il y ait des frontières politiques à l'intérieur du pays ou des territoires où les Canadiens ne peuvent pas présenter d'offres... Je suis contre. Je n'ai pas vraiment l'impression que vous faites preuve de protectionnisme, mais les politiques de ce genre m'inquiètent.

J'aimerais passer à autre chose. Vous avez parlé de l'importance de l'exploitation minière pour votre circonscription et pour l'économie du Yukon. Comme tous le savent, le gouvernement a prolongé d'un an le crédit d'impôt pour l'exploration minière. De nombreuses personnes se sont dites préoccupées par les changements apportés aux règles de financement, surtout lorsque les investisseurs veulent explorer et qu'on fait 10 000 visites de sites avant qu'une mine potentielle soit trouvée. Êtes-vous préoccupé par le fait que les outils que les gouvernements utilisent actuellement pour attirer des investissements dans la région ne sont pas suffisants pour créer de la croissance économique à long terme?

**L'hon. Sandy Silver:** C'est une très bonne question. C'est toujours une préoccupation pour moi. Prenez l'exemple de 2008 et de 2009. On effectuait une des plus grandes « expériences », si l'on peut dire, de géochimie en Amérique du Nord chez nous, au Klondike et dans tout le Yukon, avec la vague de prospection. Or, les initiatives appuyées par le gouvernement à l'époque n'ont mené à la production dans aucun secteur.

Je pense que nous avons beaucoup investi dans certains secteurs, mais nous n'avons pas examiné la durabilité de l'industrie à long terme et nous n'avons pas cherché à favoriser l'aspect local. C'est un élément essentiel des mines qui relèvent du gouvernement des Premières nations. Si l'on compte ouvrir des mines, il ne suffit pas de déclarer que 25 % des travailleurs seront embauchés sur place. Il faut déployer de véritables efforts pour réaliser de telles choses.

Il est judicieux d'inciter l'industrie à considérer le Yukon comme un territoire offrant de grandes possibilités. Comme le rapport de l'Institut Fraser sur l'exploration minière l'a montré, nous sommes un territoire très prometteur pour l'avenir de l'industrie primaire. Nous devons également nous améliorer sur d'autres plans: nous devons travailler en collaboration avec les Premières Nations dont le territoire traditionnel est touché et nous devons veiller à améliorer les compétences spécialisées des travailleurs locaux.

En ce qui concerne la préoccupation selon laquelle c'est un peu trop limité aux besoins du Yukon, ce que l'on constate à l'échelle nationale, c'est qu'il est parfois difficile de concurrencer avec les provinces pour les emplois qui se trouvent chez nous. Certaines entreprises du Sud ont des employés qui font seulement des contrats au Yukon. C'est correct. Cela nous apporte de nombreux avantages, y compris de nouvelles technologies. Or, nous voulons faire en sorte que ces gens restent au Yukon et qu'ils contribuent aussi à notre économie.

C'est donc une question de diversification et d'augmentation de la population, mais c'est aussi une question de collaborer avec les Premières Nations dans le but de maximiser les avantages pour les gens du territoire.

• (1655)

**Le président:** Merci à vous deux.

Nous devons terminer à 17 heures, mais nous finirons probablement à 17 h 10.

Madame O'Connell, vous avez cinq minutes.

**Mme Jennifer O'Connell (Pickering—Uxbridge, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Merci de votre témoignage, monsieur le premier ministre. Vos propos concernant le tourisme et le tableau que vous avez brossé pour M. Deltell m'ont certainement convaincue. Je vais devoir ajouter le Yukon à ma liste d'endroits à visiter.

Je vais poser une question, puis je vais donner le reste de mon temps de parole à M. Bagnell. Je pense qu'il a une autre question.

Monsieur, le premier ministre des Territoires du Nord-Ouest a témoigné plus tôt aujourd'hui et il a parlé des changements climatiques. Là-bas, on constate les effets des changements climatiques au quotidien. Son témoignage m'a frappée. Il a donné beaucoup de détails. J'aimerais savoir si, d'après vous, cela représente un risque économique pour votre territoire aussi. Si la réponse est oui, pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet?

**L'hon. Sandy Silver:** Lorsque vous viendrez au Yukon, vous devrez visiter Dawson.

**Mme Jennifer O'Connell:** Entendu.

**L'hon. Sandy Silver:** L'environnement y est pour quelque chose. Dawson est construite sur le pergélisol, et le pergélisol est en train de fondre. Les effets des changements climatiques se font beaucoup plus sentir dans le Nord que partout ailleurs dans le monde. Nous devons nous préparer pour l'inévitable.

Le vérificateur général du Canada vient de rédiger un rapport sur les édifices du Yukon. Nos infrastructures vieillissantes et notre capacité de les moderniser sont de grandes sources de préoccupations. Comme nous allons de l'avant avec le cadre pancanadien et que nous appuyons les projets du gouvernement fédéral, nous devons être très consciencieux de prendre des mesures ensemble qui nous permettront à la fois de protéger l'environnement et de faire avancer l'économie. C'est une préoccupation importante au Yukon.

Oui, quand on vit au Yukon, dans une collectivité qui est construite, essentiellement, sur un bloc de boue gelée, on constate certainement les effets des changements climatiques au quotidien.

**Le président:** Monsieur Bagnell.

**L'hon. Larry Bagnell:** Le gouvernement fédéral contribue parfois aux festivals de musique. Les festivals de musique, la culture et les arts jouent-ils un rôle dans votre économie?

**L'hon. Sandy Silver:** Absolument. Comme vous le savez, monsieur Bagnell, avant de me lancer en politique, j'ai occupé le poste de président du Festival de musique de Dawson City durant quelques années. Je suis aussi musicien. Je connais très bien l'importance du tourisme et de la culture au Yukon. Mon adjointe administrative a aussi été productrice pour le Festival de musique de Dawson City pendant quelque temps.

Nous avons des musiciens talentueux à faire découvrir, mais il y a aussi notre culture. Je crois sincèrement que nous pouvons en faire beaucoup plus pour diversifier notre économie dans le domaine des arts. Dawson a une école d'arts visuels, la SOVA, qui offre des cours correspondants. Par exemple, on peut faire sa première année à Dawson, puis aller à Emily Carr ou à NSCAD, en Nouvelle-Écosse.

Notre mosaïque de communautés offre tellement de possibilités. C'est une des caractéristiques merveilleuses du Yukon. C'est impossible d'imaginer la diversité de nos communautés, et cette diversité nous tient à coeur en tant que Canadiens et en tant que Yukonnais.

**L'hon. Larry Bagnell:** La semaine dernière, j'ai participé à une discussion dans le cadre d'un congrès sur les régions arctiques de l'Amérique du Nord, à Washington. L'enjeu principal, ou un des enjeux principaux, était l'énergie, tant les besoins énergétiques que l'offre d'énergie à prix raisonnable. Le gouvernement fédéral pourrait-il vous aider sur ce plan?

**L'hon. Sandy Silver:** Absolument. Le Yukon aura bientôt de grandes décisions à prendre par rapport à l'énergie. Nous utilisons beaucoup l'hydroélectricité. À Whitehorse, plus de 95 % de l'énergie est produite par le barrage hydroélectrique. Nous devons tenir compte du fait que si certains projets miniers se réalisent, nous devons prendre des décisions majeures sur la façon dont nous produisons notre énergie.

Un des avantages des ententes d'autonomie gouvernementale conclues avec les Premières Nations, c'est la possibilité pour les collectivités locales de produire leur propre énergie. La Première Nation Kluane a des éoliennes. La Première Nation Tr'on dëk Hwëch'in, à Dawson, étudie le « fossé du Yukon », un producteur d'énergie si puissant qu'il a permis à la ruée vers l'or du Klondike de passer à l'ère du dragage. Une quantité énorme d'énergie est produite.

Travailler avec la direction du développement économique des Premières Nations, mettre en question nos politiques de production énergétique indépendante et collaborer avec Ottawa à l'élaboration d'un plan national de construction d'infrastructures — voilà les grandes questions que nous devons examiner ensemble. J'ai eu des conversations à ce sujet avec le ministre de l'Infrastructure, le ministre Sohi. Les ministres trouvent logique de réunir les trois ordres de gouvernement pour tenir ces discussions, et je crois aussi que cela accélère le processus.

En outre, nous voulons retirer l'énergie du plafonnement de la dette. Le gouvernement fédéral devra certainement nous aider à atteindre cet objectif important.

• (1700)

**Le président:** Merci.

Monsieur Liepert.

**M. Ron Liepert (Calgary Signal Hill, PCC):** Merci, monsieur le premier ministre.

Je vais vous poser une question sur les possibilités liées à l'hydroélectricité. Pourriez-vous l'exporter ou votre éloignement rendrait-il les frais prohibitifs?

**L'hon. Sandy Silver:** Nous n'avons pas étudié profondément la question d'exporter l'énergie. Je ne pense pas que notre gouvernement ait demandé à la Colombie-Britannique, par exemple, si elle voulait acheter de l'énergie au Yukon. La conversation a porté sur autre chose.

Nous avons aussi, à mon avis, gaspillé du temps et de l'énergie au cours du dernier exercice parce que nous n'avons pas tenu compte des territoires traditionnels des Premières Nations dès le début du projet hydroélectrique de prochaine génération. Au final, nous n'avons pas obtenu le consentement des Premières Nations dont les territoires traditionnels seraient touchés dans six régions de production hydroélectrique majeure.

Mon chef de cabinet actuel a été président de la Société d'énergie du Yukon pendant 14 ans, et nous en parlons souvent. Il serait possible d'exporter de l'énergie à Skagway, juste à côté, en Alaska. Aujourd'hui, des navires de croisière arrivent au port, ils se mettent à quai et ils utilisent de l'énergie produite avec du diesel. Je pense que c'est illégal, mais on les laisse faire parce qu'il n'y a pas d'autre solution. Cela représente une occasion pour nous. Nous voulons

certainement demander encore une fois au Canada de se pencher sur la possibilité de construire un réseau énergétique national, maintenant que la Colombie-Britannique prolonge ses lignes de transport d'électricité vers le nord et étudie la question.

Pour répondre à votre question, oui, mais la distance fait augmenter les frais. Il y a aussi des pertes sur de longues distances, mais nous sommes toujours prêts à en parler.

**M. Ron Liepert:** Ma seule autre question concerne le fait que sur le plan de la proximité, vous avez probablement autant de points en commun avec l'Alaska qu'avec le reste du Canada. L'administration à Washington se dirige manifestement dans une tout autre direction que celle du Canada. Votre lien avec l'Alaska pourrait-il avoir des répercussions négatives?

Par exemple, vous avez parlé de la circulation routière. Si l'essence coûte plus cher au Yukon qu'en Alaska, les autocaravanes risquent-elles de ne pas faire le plein à Whitehorse et d'essayer de se rendre un peu plus loin? D'après vous, les deux directions économiques différentes pourraient-elles avoir une incidence sur votre territoire?

**L'hon. Sandy Silver:** À un niveau plus élevé et à la lumière de l'Accord de Paris et de l'engagement de la communauté internationale à s'attaquer aux changements climatiques anthropomorphiques, je crois que le Canada est à la bonne place au bon moment et que nous faisons la bonne chose.

Si vous êtes un Américain en voyage au Canada, vous allez vous plaindre du dollar à partir du moment où vous franchissez la frontière, en Colombie-Britannique. Nous espérons qu'au moment où vous franchirez la frontière entre la Colombie-Britannique et le Yukon, la beauté naturelle de l'expérience et les gens l'emporteront sur ce sentiment. Il faudra toujours tenir compte de la différence de prix et des coûts élevés au Canada par rapport aux États-Unis en général.

Je dirais que la proximité avec l'Alaska est un avantage pour le Yukon. L'autoroute de Shakwak a été payée avec l'argent du gouvernement fédéral à Washington, mais il n'y a plus d'argent. Je suis optimiste; j'espère que nous pourrions parler avec le nouveau gouvernement dans le but de rétablir les fonds pour que l'autoroute canadienne qui nous mène en Alaska respecte les normes établies par les États-Unis. J'ai hâte de me rendre à Washington en juin pour discuter avec le Conseil de la fédération et parler des avantages d'une telle proximité avec nos frères et nos sœurs en Alaska.

• (1705)

**Le président:** Merci à vous deux.

Allez-y, monsieur Ouellette.

**M. Robert-Falcon Ouellette (Winnipeg-Centre, Lib.):** Je serai bref, je le promets. Je vais vous laisser aller et nous allons terminer bientôt.

Merci beaucoup, monsieur le premier ministre. Je suis heureux de pouvoir vous poser quelques questions.

Je me demandais si vous pouviez nous parler un peu plus en détail du réseau d'Arctic Fibre et de Quintillion, qui passera dans l'Extrême-Arctique. Est-ce que le gouvernement fédéral examine la question?

**L'hon. Sandy Silver:** Pour ce qui est d'Arctic Fibre, cela relève des Territoire du Nord-Ouest, pas du Yukon.

**M. Robert-Falcon Ouellette:** Je pose la question parce qu'un câble passera par l'Alaska. L'objectif est de relier le Japon à l'Europe occidentale grâce à un câble qui passera en Alaska, puis sur la côte Ouest jusqu'à San Francisco, à Los Angeles et à Seattle. Ce que je comprends du projet, c'est qu'il faut un noeud d'accès. Ce n'est pas très coûteux, mais jusqu'à présent, je crois que le gouvernement fédéral n'a pas investi dans le projet. J'ai posé la question à quelques reprises lors de réunions précédentes du Comité des finances, au cours de la période prébudgétaire. Vous avez parlé d'un accès à l'Internet, d'un accès à la fibre optique haute vitesse par l'entremise de l'Alaska afin de ne pas devoir vous fier uniquement au Sud, et je vois ce projet, qui est en construction. Le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut pourraient en profiter à un certain moment, et même le Labrador et d'autres communautés dans le Nord. Vous pourriez profiter de nombreuses possibilités.

**L'hon. Sandy Silver:** À l'heure actuelle, nous étudions deux options. La première viserait à passer par Juneau, en Alaska. Nous pourrions relier Whitehorse à Skagway, en Alaska, par l'entremise de la route South Klondike. Cette connexion irait jusqu'à Seattle, dans l'État de Washington.

L'autre option consiste à utiliser la route de Dempster, qui relierait la ville de Dawson à Inuvik par la route de Dempster, et qui offrirait une connexion canadienne plus nordique et permettrait une connexion à la ligne à fibre optique de la vallée du Mackenzie.

La décision finale relative aux réseaux optiques tiendra compte des besoins des habitants du Yukon et des entreprises, et de l'investissement du gouvernement fédéral. Nous n'avons pas encore fait de choix. Nous étudions les possibilités associées aux deux options et nous savons aussi qu'il y a d'autres facteurs à prendre en compte, monsieur Ouellette. C'est une industrie moderne en constante évolution. Nous allons veiller à prendre la meilleure décision pour les habitants et les entreprises du Yukon en tenant compte de tous les éléments désignés.

**M. Robert-Falcon Ouellette:** Vous n'avez pas une estimation des coûts associés à ces projets?

**L'hon. Sandy Silver:** Cela change tout le temps. Je ne me fierais à aucune estimation pour le moment.

**M. Robert-Falcon Ouellette:** D'accord, merci.

**Le président:** Voulez-vous poser une question, Greg? Vous êtes le seul à ne pas l'avoir fait.

**M. Greg Fergus (Hull—Aylmer, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le premier ministre.

Je n'ai qu'une courte question à poser. Dans votre déclaration préliminaire, vous avez dit que, pour le territoire du Yukon, le PIB n'était peut-être pas la bonne façon de mesurer la santé de l'économie. Vous avez fait valoir qu'en 2015, le PIB avait diminué de 6 %, alors que le commerce de détail avait augmenté de 5 % et que le taux d'emploi était demeuré le même.

Quelle mesure ou quel ensemble de mesures aimeriez-vous que Statistique Canada utilise pour mieux mesurer la santé de l'économie du territoire du Yukon?

● (1710)

**L'hon. Sandy Silver:** C'est une très bonne question. Le PIB est une mesure, mais ce n'est pas la seule mesure qui existe. Dans le Nord, il faut tenir compte des circonstances atténuantes. Comme nous sommes dans une région nordique et que nous avons une petite population dans un grand territoire, il est très difficile de dresser un portrait d'ensemble de chacune des collectivités à partir du PIB.

Il vaudrait mieux tenir compte du revenu par habitant et de la répartition des revenus. Cela nous permettrait de dresser un portrait complet de la prospérité du Yukon d'année en année.

**Le président:** Merci.

J'aimerais vous poser une question, monsieur le premier ministre, au sujet de l'agence de développement économique de votre région, CanNor. Nous avons rencontré ses représentants lors de nos consultations prébudgétaires.

En tant qu'agence de développement économique fédérale, est-ce qu'elle fait ce qu'il faut? Est-ce que votre gouvernement participe au processus de développement économique et est-ce que le financement est suffisant pour faire le travail?

**L'hon. Sandy Silver:** C'est une question simple, à laquelle il est difficile de répondre. Nous ne voulons pas mordre la main qui nous nourrit. C'est certain.

**Le président:** Mais nous devons connaître les faits.

**L'hon. Sandy Silver:** C'est la même chose pour toutes les institutions; il faut évaluer la situation et veiller à ce que tout fonctionne le plus efficacement possible. Je dirais que nous sommes satisfaits du travail de CanNor. Nous sommes satisfaits de la représentation. La communication est facile. Le personnel de mon bureau communique facilement avec le personnel de ses bureaux, et nous entretenons une très bonne relation.

Je crois qu'on pourrait mieux désigner les besoins de chacune des collectivités, afin de veiller à ce que les listes que nous transmettent les municipalités et les gouvernements des Premières Nations... À partir des listes recueillies par le gouvernement territorial, il faudrait qu'on se réunisse et qu'on adopte une approche gouvernementale uniforme afin de faire part de nos priorités à Ottawa. Je crois qu'on pourrait faire mieux pour veiller à ce que les priorités qui sont présentées à Ottawa soient celles qui étaient sur la liste et qu'elles soient traitées en fonction des besoins individuels des collectivités.

**Le président:** Sur ce, monsieur le premier ministre, nous vous remercions de votre témoignage. Je remercie aussi les membres du Comité de leurs questions. Merci beaucoup.

Madame et messieurs les membres du Comité, j'aimerais aborder un dernier point avant de terminer. J'ai dit plus tôt que le ministre des Finances était prêt à venir témoigner le lundi 10 avril. Si les membres du Comité sont d'accord, il a confirmé qu'il témoignerait de 15 h 30 à 16 h 30 au sujet du budget et du Budget principal des dépenses. D'autres représentants du ministère participeront à la deuxième heure de la réunion sur le Budget principal des dépenses, et le ministre témoignerait à nouveau à une date ultérieure au sujet de la Loi d'exécution du budget. Êtes-vous d'accord avec cela?

**Des députés:** D'accord.

**Le président:** Enfin — et cela n'a rien à voir avec les travaux du Comité — , c'est une journée spéciale pour une personne qui travaille avec le Comité. C'est l'anniversaire de Suzie aujourd'hui. Comme nous faisons partie du Comité des finances et que les conservateurs nous exhortent de ne pas trop dépenser, nous n'avons pas osé acheter un gâteau complet. J'ai un morceau de gâteau pour vous.

Bon anniversaire, Suzie.

**M. Greg Fergus:** Monsieur le président, je vous connais depuis plus de 20 ans; Suzie, je suis obligé de vous dire qu'il n'a jamais eu d'autre excuse pour n'offrir qu'un seul morceau de gâteau année après année.

**Des députés:** Oh, oh!

**Le président:** D'accord, la séance est levée.

---





Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>